Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Ce-qui-s-est-vraiment-passe-au

Ce qui s'est vraiment passé au Sommet de Copenhague

- Internationale -



Date de mise en ligne : vendredi 25 décembre 2009

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Ce sont les jeunes que l'avenir concerne plus que quiconque.

Encore tout récemment, la discussion portait sur le type de société où nous vivrions. Aujourd'hui, l'on discute si la société survivra...

Il ne s'agit pas là de phrases dramatiques. Il faut s'accoutumer aux faits réels. L'espoir est la dernière chose que les êtres humains peuvent perdre. C'est la vérité en main que des hommes et des femmes de tous âges, mais surtout des jeunes, ont livré au Sommet de Copenhague une bataille exemplaire, offrant ainsi au monde une grande leçon.

Le principal, maintenant, c'est que l'on sache le plus possible à Cuba et dans le monde ce qui s'est passé à Copenhague. La vérité possède une force qui surpasse l'intelligence médiatisée et bien souvent désinformée de ceux qui ont en main les destinées du monde.

Si quelque chose d'important a été obtenu dans la capitale danoise, c'est que l'opinion mondiale a pu observer à travers les médias le chaos politique qui s'y est engendré et le traitement humiliant infligé à des chefs d'État ou de gouvernement, à des ministres et à des milliers de représentants de mouvements sociaux et d'institutions qui, pleins d'illusions et d'espoirs, se sont rendus au siège du Sommet, à Copenhague. La brutale répression contre des manifestants pacifiques par la force publique rappelait la conduite des troupes d'assaut nazies qui occupèrent le Danemark en avril 1940. Ce que personne ne pouvait imaginer, c'est que, le 18 décembre 2009, dernier jour du Sommet, celui-ci serait interrompu par le gouvernement danois - allié de l'OTAN et associé à la boucherie afghane - pour céder la salle plénière au président Obama où celui-ci et un groupe sélect d'invités, seize au total, auraient le droit exclusif de parler. Obama y a prononcé un discours trompeur et démagogique, bourré d'ambigüités, qui n'impliquait aucun engagement contraignant et ignorait le Protocole de Kyoto. Il a abandonné la salle peu après avoir écouté quelques autres orateurs. Parmi les pays invités à prendre la parole, on trouvait les pays les plus industrialisés, plusieurs économies émergentes et quelques-uns des plus pauvres de la planète. Les dirigeants et représentants de plus de cent soixante pays n'ont eu que le droit d'écouter.

À la fin du discours du seizième élu, Evo Morales, fort de toute l'autorité de son origine aymara, frais réélu par 65 p. 100 des votants et jouissant du soutien des deux tiers de la Chambre et du Sénat bolivien, a demandé la parole. Le président danois n'a pas eu d'autre remède que de la lui céder à la demande des autres délégations. Quand Evo a conclu sa sage et profonde intervention, le Danois a dû la concéder ensuite à Hugo Chávez. Les deux interventions passeront à l'Histoire comme des exemples de discours brefs et opportuns. Une fois leur tâche dûment remplie, tous deux ont regagné leur pays respectif. Mais quand Obama est sorti de scène, il n'avait pas encore conclu la sienne au pays siège du Sommet.

Dans la nuit du 17 au 18, le Premier ministre danois et de hauts représentants des États-Unis s'étaient réunis avec le président de la Commission européenne et les dirigeants de vingt-sept pays pour leur proposer, au nom d'Obama, un projet d'accord à l'élaboration duquel aucun autre dirigeant du reste du monde ne devait participer. C'était là une initiative antidémocratique et virtuellement clandestine qui ignorait des milliers de représentants de mouvements sociaux, d'institutions scientifiques, religieuses et les autres invités au Sommet.

Dans la nuit du 18, alors que de nombreux chefs d'État étaient déjà partis, les représentants des pays ont attendu jusqu'à trois heure du matin du 19 la reprise des séances et la clôture de la réunion. Pendant toute la journée du 18, Obama avait soutenu des réunions et des conférences de presse. Tout comme les dirigeants européens. Puis ils

Copyright © Le Vénissian

sont partis.

Il s'est alors passé quelque chose d'insolite : le 19, à trois heures du matin donc, le Premier ministre danois a convoqué la clôture du Sommet. Les ministres, fonctionnaires, ambassadeur et personnels techniques étaient les seuls à représenter leur pays.

Mais un groupe de représentants de pays du Tiers-monde qui contestaient la tentative d'Obama et des plus riches de la planète de présenter comme un accord consensuel du Sommet le document imposé par les États-Unis a livré cette nuit-là une bataille étonnante.

La représentante vénézuélienne, Claudia Salerno, pleine d'une énergie impressionnante, montra le sang qui coulait de sa main droite à cause des coups qu'elle avait dû frapper sur la table pour pouvoir exercer son droit de parole. Le ton de sa voix et la dignité de ses arguments sont inoubliables.

Le ministre cubain des Relations extérieures a prononcé un discours énergique d'un millier de mots dont j'extrais plusieurs paragraphes pour les inclure dans mes Réflexions :

Copyright © Le Vénissian

« Le document dont vous avez nié à plusieurs reprises l'existence, monsieur le Président, apparaît maintenant... Nous avons vu des versions qui circulent d'une manière subreptice et qui se discutent en petits conciliabules secrets.
« ... je regrette profondément la façon dont vous avez conduit cette Conférence.

« ...Cuba juge extrêmement insuffisant et inadmissible le texte de ce projet apocryphe. L'objectif de 2ºC est inacceptable, car il aurait des conséquences catastrophiques incalculables...

« Le document que vous nous présentez ne contient, hélas, aucun engagement de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

« Je connais les versions antérieures qui se sont négociées elles aussi à travers des procédés contestables et clandestins, en coteries fermées...
« Le document que vous nous soumettez maintenant omet justement les phrases clefs déjà bien maigres et insuffisantes de cette version-là.
« ...pour Cuba, cet objectif est incompatible avec le critère scientifique universellement accepté selon lequel il est urgent et incontournable de réduire les émissions d'au moins 45 p. 100 d'ici à 2020 et de non moins de 80 à 90 p. 100 d'ici à 2050.

« Toute proposition de poursuite des négociations en vue d'adopter à l'avenir des accords de réduction des émissions doit inclure impérativement le concept selon lequel le Protocole de Kyoto est toujours d'actualité. [...] Votre papier, monsieur le Président, est l'acte de décès du Protocole de Kyoto, et ma délégation s'y refuse.

« La délégation cubaine tient à souligner la primauté du principe des "responsabilités communes mais différenciées" en tant que concept clef des futures négociations. Votre papier n'en dit mot.

« Ce projet de déclaration omet des engagements concrets en matière de financement et de transfert de technologies vers les pays en développement dans le cadre des obligations contractées par les pays développés au titre de la Convention-cadre des Nations sur les changements climatiques. [...] Les pays développés qui imposent leurs intérêts par ce document interposé fuient tout engagement concret.

« ...Ce que vous appelez, monsieur le Président, un "groupe de leaders représentatifs" constitue à mes yeux une violation grossière du principe de l'égalité souveraine des États que consacre le Charte des Nations Unies.
« Je vous demande formellement, monsieur le Président, de faire en sorte que ma déclaration fasse partie du rapport final sur les travaux de cette lamentable, de cette honteuse Quinzième Conférence des Parties.

Copyright © Le Vénissian

On n'avait concédé qu'une heure aux représentants des États pour émettre des opinions, ce qui a provoqué des situations compliquées, honteuses et désagréables.

Il s'ensuivit un long débat durant lequel les délégations des pays développés ont exercé de fortes pressions pour que la Conférence adopte ce document comme résultats final de ses délibérations.

Un nombre réduit de pays a insisté fermement sur les sérieuses carences et ambigüités du document impulsé par les États-Unis, en particulier sur l'absence d'engagement de la part de pays développés en matière de réduction des émissions de carbone et de financement permettant aux pays du Sud de mettre en place des mesures d'atténuation et d'adaptation.

C'est au terme de discussions longues et extrêmement tendues que la position des pays de l'Alliance bolivarienne des peuples de Notre Amérique (ALBA) et du Soudan en tant que président en exercice du Groupe des 77 a fini par prévaloir : le document en question était inacceptable par la Conférence.

Devant le manque de consensus évident, la Conférence s'est bornée à « prendre note » de l'existence de ce document en tant que position d'un groupe d'environ vingt-cinq pays.

Une fois cette décision adoptée à 10 h 30 (heure de Copenhague), Bruno - après avoir discuté amicalement, aux côtés d'autres représentants de l'ALBA avec le Secrétaire général de l'ONU et lui avoir confirmé leur disposition de continuer de lutter de concert avec les Nations Unies pour empêcher les terribles conséquences des changements climatiques - a regagné notre pays en compagnie du vice-président cubain, Esteban Lazo, pour assister à la session de l'Assemblée nationale. Sa mission avait pris fin. Il n'est resté à Copenhague que quelques membres de notre délégation et l'ambassadeur pour participer aux démarches finales.

Ils ont informé cet après-midi :

> « ...comme ceux qui ont participé à l'élaboration du document aussi bien que ceux qui, comme le président des USA, se sont empressés d'annoncer son adoption par le Sommet... ne pouvaient refuser la décision de celui-ci de seulement "prendre note" du prétendu "Accord de Copenhague", ils ont tenté de proposer un procédé par lequel d'autres pays Parties qui n'avaient pas participé à cette manigance pourraient la seconder et y adhérer, afin de donner des dehors de légalité à cet accord, ce qui aurait pu de fait préjuger du résultat des négociations à venir.
>
> « Cuba, le Venezuela et la Bolivie se sont opposés de nouveau fermement à cette tentative tardive, avertissant que ce document non entériné par la Conférence n'avait pas de caractère légal, qu'il n'existait pas comme document des Parties et qu'on ne pouvait établir aucune règle pour le faire censément adopter...
>
> « Voilà dans quel esprit que se sont conclues les sessions de Copenhague, sans adoption de ce document préparé subrepticement ces derniers jours, sous la conduite idéologique évidente de l'administration étasunienne... »

Demain, notre attention sera centrée sur l'Assemblée nationale.

Copyright © Le Vénissian

Lazo, Bruno et le reste de la délégation arriveront vers minuit. Notre ministre des Relations extérieures pourra expliquer lundi, avec luxe de détails et avec toute la précision requise, ce qui s'est vraiment passé au Sommet.

Fidel Castro Ruz Le 19 décembre 2009

Post-scriptum :

lire aussi

Copenhague : L'entente avec l'Empereur (ce que nos médias ne nous montrent pas)

Copyright © Le Vénissian